

ALIMENTATION EQUILIBREE ET POUVOIR D'ACHAT ETUDE DE CAS SUR LE DEPARTEMENT DE TESSAOUA, REGION DE MARADI - NIGER

Avril 2008



Au Niger près d'un enfant sur deux âgés de moins de cinq ans, souffre de malnutrition chronique et un enfant sur dix de malnutrition aiguë. Par ailleurs ce pays est également considéré comme un des plus pauvres du monde, ce qui peut amener à se demander dans quelle mesure la grande pauvreté des ménages va entraver l'accès à une alimentation appropriée.

C'est dans ce contexte et dans le cadre de son analyse sur les causes de la malnutrition que Save the Children a réalisé une étude pour déterminer si les ménages peuvent s'offrir une alimentation équilibrée. C'est-à-dire une alimentation qui permet de couvrir les besoins spécifiques en macro et micronutriments des différentes personnes du ménage.

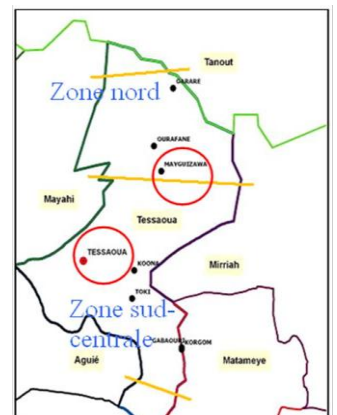
Cette étude a été réalisée sur le département de Tessaoua où une enquête sur l'économie des ménages avait été conduite en septembre 2007 sur les zones dites agropastorale (nord du département) et d'agriculture pluviale (sud et centre du département).

L'étude présente un exemple de coût de l'alimentation équilibrée dans chacune de ces deux zones et compare ces coûts avec les revenus des ménages des différents groupes socio-économiques. Elle ouvre également quelques débats sur les options possibles pour permettre aux ménages d'avoir une meilleure alimentation, l'importance de la production locale et notamment de la production animale dans la nutrition, et la conséquence de la montée des prix des denrées alimentaires sur le statut nutritionnel.

METHODOLOGIE

L'étude a porté sur le calcul du coût de l'alimentation équilibrée la moins chère sur la base de produits disponibles localement (productions propres du ménage, produits sauvages, produits commercialisés, etc). Pour cela les différents produits ont été pesés, puis leur coût au 100 gr a été identifié aux différentes périodes de l'année (post-récolte, saison sèche, période de soudure). Les données ont ensuite été traitées au travers d'un programme informatique conçu par l'OMS et développé par Save the Children. Celui-ci calcule, sur la base des denrées alimentaires disponibles, des besoins individuels en nutriments (recommandations OMS) et de la table de composition des aliments (FAO), le coût du régime équilibré le moins cher.

Deux calculs ont été réalisés : le coût du régime physiologique (qui assume que tous les produits proposés sont largement disponibles) et le coût du régime environnemental, plus réaliste qui prend en compte les restrictions de disponibilité liées à l'environnement.

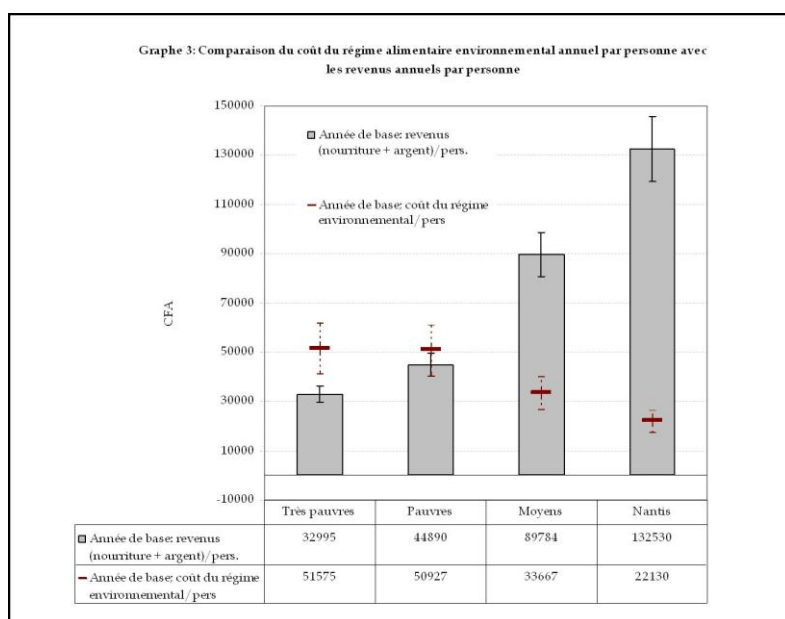


Zones de l'enquête (marché de Maguizaoua pour la zone Nord et marché de Tessaoua ville sur la zone sud-centrale)

Les résultats présentés dans ce document sont ceux du coût du régime qui tient compte des contraintes environnementales. Il faut noter que les contraintes culturelles et les coutumes locales n'ont pas été prises en compte dans cet exercice. Enfin, le coût du régime a été mis en parallèle avec le coût les revenus des ménages des différents groupes socio-économiques pour déterminer dans quelle mesure ces différents groupes peuvent s'offrir une alimentation équilibrée.

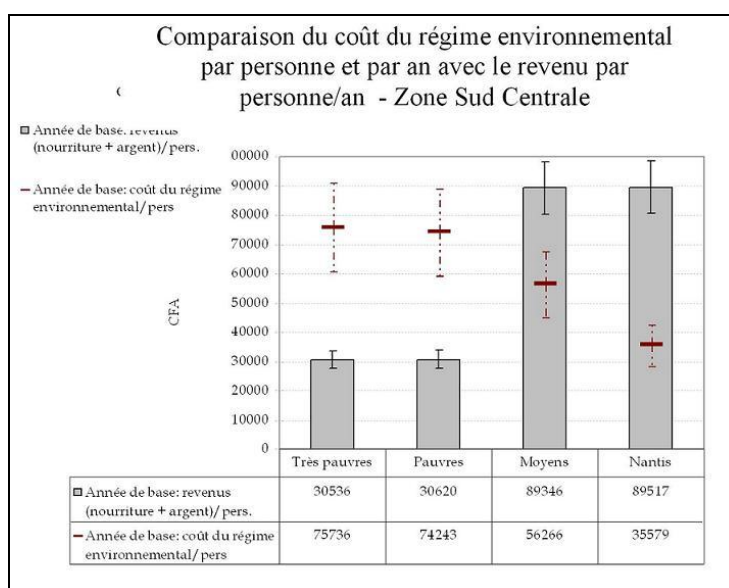
RESULTATS

❖ Les ménages très pauvres et pauvres ont un pouvoir d'achat insuffisant pour s'offrir une alimentation équilibrée



Le coût du régime équilibré revient à environ 51 000 Fcfa par an et par personne (~140Fcfa/j) dans la zone nord de Tessaoua pour un ménage très pauvre ou pauvre ne disposant que de quelques chèvres. Il est moins cher pour les ménages aisés qui bénéficient du lait de vache, ce qui permet de diviser ce coût par deux. Seules les classes aisées (moyennes et nantis) ont les moyens économiques suffisants pour s'offrir un tel régime

Le régime sur la zone sud-centrale, si les ménages doivent s'approvisionner sur le marché de Tessaoua ville revient plus cher : environ 75 700 Fcfa par personne et par an (207 Fcfa/j) pour un ménage très pauvre ne disposant pas de bétail. La moindre disponibilité de bétail dans cette zone est d'ailleurs la principale raison de cette différence. La encore les ménages pauvres et très pauvres ne sont pas en mesure de s'offrir une alimentation équilibrée.



Ainsi sur le département, pas moins de **deux tiers des ménages (pauvres et très pauvres) correspondant à environ la moitié de la population ne sont pas en mesure de couvrir le coût d'une alimentation équilibrée**. Dans la zone Sud-centrale, même si les revenus totaux des ménages ruraux 'très pauvres' et 'pauvres' doubleraient, ils ne seraient toujours insuffisants pour permettre à ces populations de couvrir leurs besoins en macro et micronutriments.

Il est important de noter que les comparaisons présentées dans ce rapport portent uniquement sur le coût d'une alimentation équilibrée. Si l'ensemble des dépenses essentielles des ménages était pris en compte (eau, santé, éducation, etc.), l'écart entre le pouvoir d'achat et le coût des besoins de base serait bien supérieur à celui présenté ici.

❖ *Un régime équilibré est possible sur la base d'aliments disponibles localement*

Dans les deux zones et quelle que soit la saison, la disponibilité locale a permis de déterminer un régime équilibré. D'une manière générale, les régimes proposés ont 4 composantes essentielles : céréale, légumineuse/oléagineuse, une source animale et fruits/feuilles sauvages. Les produits d'origines animales (et notamment le lait) ont un rôle clé dans la couverture des micronutriments mais s'ils ne sont pas produits au sein du ménage, ils augmentent considérablement le coût de l'alimentation. Les produits sauvages (surtout des feuilles) contribuent aussi significativement aux apports nécessaires en micronutriments et présentent souvent l'avantage d'être gratuits.

Exemple de régime proposé (Ménage très pauvre de 7 personnes dans la zone sud centrale du département de Tessaoua en période post-récolte – Total 1 433 Fcfa/jour)

	Quantité (grammes)	Coût (Fcfa)
Mil	2137	234,21
Niebe	58	7,13
Lait caillé	3097	1070,32
Beurre	137	49,59
Jujube	334	13,73
Feuille de baobab	367	15,82
Arachide	284	42,17
Feuilles tropicales	185	0

DISCUSSION

Le très faible pouvoir d'achat des ménages, même en année où la sécurité alimentaire est jugée relativement bonne, apparaît ici clairement comme un facteur limitant pour l'accès à une alimentation appropriée. Les ménages les plus pauvres sont effectivement très loin de pouvoir s'offrir une alimentation apportant les macros et surtout les micronutriments nécessaires à un bon développement des différents membres de la famille.

Dans la pratique, le manque de pouvoir d'achat et l'accès limité au bétail de ces ménages se traduisent par un régime alimentaire pauvre (principalement à base de céréales) et, en particulier, une consommation limitée de produits animaux. Ceci est à mettre en lien avec le fait qu'environ 2 femmes sur 5 et 9 enfants de moins de 5 ans sur 10 souffrent d'anémie ; avec pour conséquence des risques accrus de mortalité maternelle, de moindre développement cognitif et de potentiel économique réduit.

Ces résultats appellent à des actions en faveur de l'augmentation du pouvoir d'achat de ces ménages, même hors des contextes de crise. De plus, la tendance actuelle à l'augmentation du

prix des aliments ne peut qu'accroître le cruel manque de pouvoir d'achat de ces ménages qui sont très dépendants du marché pour leur alimentation.



Parallèlement, l'élevage est le pilier de l'économie rurale du Niger avec des débouchés relativement stables sur le marché nigérian. Quelles sont, dans un tel contexte¹, les options pour accroître l'accès des ménages les plus 'pauvres' au lait? Aussi, les aliments sauvages/produits de la cueillette ont-ils été sélectionnés en grande quantité par le programme.

Est-il réaliste d'escompter que les ménages auront accès à de telles quantités ? Ces aliments, souvent négligés par les programmes alimentaires car peu denses en énergie, ils offrent pourtant un potentiel non négligeable pour améliorer la qualité du régime alimentaire.

Des options de compléments alimentaires pour les enfants sont discutées ou pilotées (*Plumpy doz*[®] par exemple) au Niger. Etant donné la disponibilité alimentaire (hors contexte de crise) décrite dans ce rapport, quels rôles devraient-elles jouer par rapport à des solutions plus locales ? Est-ce que les différentes approches devraient être couplées ? Comment devraient-elles s'articuler ? Quels sont leurs avantages relatifs ?



L'étude présentée ici ne permet pas de répondre à ces questions mais elle amène des éléments à prendre en compte. Un débat sur les différentes options, leurs rôles potentiels et coûts-efficacité pour améliorer le régime alimentaire des ménages et des enfants semble nécessaire.

- Un rapport détaillé de cette étude est également disponible.
- La description des profils des différentes classes socio-économiques des deux zones mentionnées dans ce rapport sont également disponibles.

N'hésitez pas à faire part de vos commentaires ou envoyer vos questions à same.coord@savethechildrenniger.org . Vos contributions sont les bienvenues ...

¹ Le lait offre un triple avantage : c'est un aliment que les populations souhaitent consommer en plus grande quantité, il est riche en nutriments et il relève d'un secteur de l'économie relativement porteur au Niger.